Revue 1995-1996 n°26-27

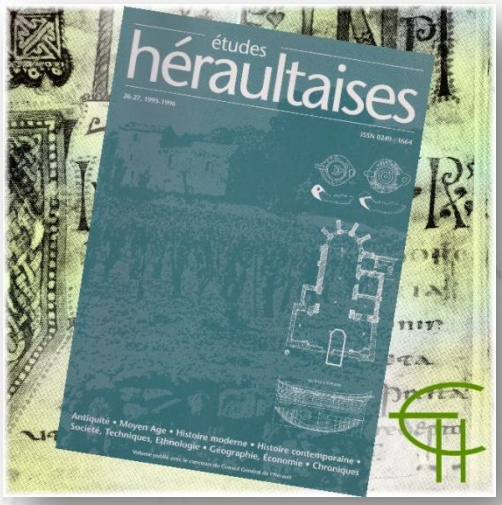
http://www.etudesheraultaises.fr/

Article : L'énigmatique fondation du quotidien républicain « Le Petit Méridional »

Auteur (s) : ..... *Luc REQUIER, David SAUVADE, Jean-Claude TOUREILLE*

Nombre de pages : *14*

Année de parution : 1996



L'énigmatique fondation du quotidien républicain « Le Petit Méridional »

Luc REQUIER *, David SAUVADE ** et Jean-Claude TOUREILLE ***

Au terme de ses recherches sur Le Petit Méridional, *journal quotidien héraultais d'obédience radicale et radicale socialiste ayant paru entre 1876 et 1944, Roland Andréani, dans sa thèse sur* La Presse quotidienne de Montpellier, des origines à 1944 [1], *soulignait que les débuts* « du premier et principal organe républicain montpelliérain à 5 centimes *[demeuraient]* obscurs en l'absence de documents relatifs à la fondation » [2].

Afin d'éclairer le lecteur, synthétisons la problématique développée par le professeur Andréani : le 19 mars 1876 Antoine Sereno et Étienne Camoin, âgés respectivement de 22 et 27 ans, impriment le premier numéro du Petit Méridional. *Ils ont précédemment créé une société en leur nom commun, dont le montant du capital est inconnu.*

Le quotidien trouve rapidement des lecteurs dans une région que Jean Sagnes qualifie de « Midi Rouge », mais victime de la politique d'ordre moral du duc de Broglie, il n'en essuie pas moins 23 procès. Condamné plusieurs fois à de lourdes amendes, *Le Petit Méridional* semble voué à la faillite lorsqu'il est sauvé par une souscription publique en 1877. Dans le même temps, il modernise ses locaux, achète des rotatives performantes (80 000 exemplaires à l'heure) et finance les campagnes législatives des républicains de l'Hérault à hauteur de 13 000 francs [3].

La soudaine bonne santé retrouvée du journal étonne, moins toutefois que les conditions de sa création : comment deux jeunes gens ont-ils pu disposer du capital nécessaire à la fondation et au fonctionnement d'une entreprise de presse, avec un journal vendu au prix de 5 centimes l'exemplaire ? Et qui sont ces deux personnages ?

A ces questions, la consultation des différents fonds d'archives donne peu ou pas de réponses. Nulle trace à Montpellier de la Société « Sereno, Camoin et Compagnie » mentionnée pourtant en 1876 ainsi qu'en 1881, année de sa transformation en société anonyme [4]. Également peu de renseignements sur les fondateurs, au point qu'il semblerait que ces derniers se soient ingéniés à brouiller les pistes.

C'est tout le paradoxe d'un journal qui, en 68 ans de publication à 100 000 exemplaires revendiqués par jour, répartis sur huit éditions [5], a façonné tant l'esprit de ses lecteurs que celui de ses adversaires.

En reprenant l'enquête, nous n'ignorions rien de l'ampleur du projet qui nous attendait. Notre ambition a été et reste de pousser plus avant les pistes ouvertes par les travaux du professeur Andréani. Mais, fondant notre recherche sur l'aspect humain du sujet plus que sur celui de la presse, nos méthodes d'investigation ont par conséquent été un peu différentes pour un but similaire : cerner la réalité du *Petit Méridional* à travers ses principaux acteurs. Nous ne cacherons pas que les révélations des nouveaux éléments en notre possession ne nous permettent pas, à l'heure actuelle, de considérer le dossier comme clos. Au mieux, dans certains cas, nous en sommes encore réduits à formuler des hypothèses, que nos futures recherches confirmeront peut-être ou bien démentiront.

Il est tout d'abord nécessaire de revenir sur la création du journal, afin de donner plus de précision à ce sujet, au vu des documents que nous avons pu découvrir.

1. Création du journal (état des connaissances)

Le lundi 28 février 1876, la société « Sereno, Camoin et Cie » passe un bail de location de trois magasins et d'une petite loge, situés au 15, rue de l'Observance, à Montpellier. Le bailleur s'appelait Alcide Granier, propriétaire aisé de cette ville [6]. D'un commun accord, la durée du bail fut étalée sur trois, six ou neuf ans et la date d'entrée en jouissance de ces lieux fixée au 15 mars suivant [7]. Le prix et l'indication des charges, évalués sur trois ans, se montent à 7 500 francs [8].

Le jeudi 16 mars, en exécution de l'article 2 du décret du 10 septembre 1870, fut envoyée par Étienne Camoin, imprimeur typographe marseillais [9], une lettre au préfet de l'Hérault qui l'informait de son intention d'exercer sa profession à Montpellier, à l'adresse citée ci-dessus [10]. Des affiches rouges furent alors imprimées et placardées un peu partout dans la ville, pour annoncer la création d'un organe de presse se voulant républicain, et qui s'intitulerait *Le Petit Méridional* [11]. En moins de trois semaines, le décor était planté sur la scène politique montpelliéraine et les rôles n'avaient plus qu'à être distribués.

* Luc Requier, initiateur du Collectif de recherches sur Le Petit Méridional, La Froidure, bâtiment C, 4, rue de Bellevue, 95110 Sannois.
** David Sauvade, étudiant en histoire, La Poste, 34550 Bessan.
*** Jean-Claude Toureille, historien autodidacte, 282, avenue de Saint-Maur, résidence Lou-Mail, 34000 Montpellier.

Les deux premiers numéros, qui parurent les dimanche 19 et lundi 20 mars (donc vingt jours après la passation du bail), dressèrent un organigramme du journal, énonçant la liste des acteurs « officiels » de cette feuille :

Imprimerie et Stéréotypie : « Sereno, Camoin et Cie »

Gérant : Étienne Camoin

Rédaction Politique :
Auguste Cabrol [12], Jules Carrière [13], Cyprien Hivert [14] et Ernest Jourdan [15]

Correspondants de Paris :
Émile de la Bédollière[16] et Jules Troubat [17]

La rapidité avec laquelle fut lancée cette nouvelle expérience journalistique laisse supposer que ses instigateurs devaient détenir des fonds importants et rapidement mobilisables pour permettre la mise en place de l'infrastructure du *Petit Méridional*. Avant de nous intéresser plus amplement au financement du journal, nous présenterons les deux fondateurs de cet organe républicain.

2. *Portraits d'Étienne Camoin et d'Antoine Sereno*

On possède peu de renseignements sur la jeunesse d'Étienne Camoin : il voit le jour le 27 octobre 1849, à Marseille. Il est fils de Louis Joseph Antoine Camoin, habitant au n° 25 de la rue Réneau et d'une mère « inconnue » [18]. Assez curieusement, c'est seulement 38 ans plus tard, le 27 juin 1887 que le tribunal de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence entérine l'adoption d'Étienne par son père [19]. Il semble cependant que les relations entre ces deux hommes aient été bonnes : en 1882, le fondateur du *Petit Méridional* abandonnera même son travail au sein du quotidien pour s'occuper de son père malade [20].

GENEALOGIE D'ETIENNE CAMOIN,
COFONDATEUR DU "PETIT MERIDIONAL"

Louis Joseph Antoine CAMOIN,
bibliothécaire honoraire de la ville de Marseille

Etienne Laurent Mathieu CAMOIN *(né vers 1849)* x **Claire Madeleine Frédérique Caillol de Poncy**

Marie-Rose
(Montpellier, 19/12/1877 - Marseille 03/10/1966)

Jean-Jacques
(Montpellier, 25/04/1880)
x *(11/12/1909, Marseille)*
Louise-Elise Servanin

Ferdinand
(né vers 1882)
interne des hôpitaux

En outre, Étienne tient vraisemblablement de celui-ci, bibliothécaire, le goût de la chose écrite, puisqu'il exerce, comme nous l'avons vu plus haut, le métier d'imprimeur-typographe dans la cité phocéenne. Il y imprimera d'ailleurs, à partir du 2 janvier 1876, les neuf premiers numéros de *La Fronde*, périodique satirique animé par le célèbre Léo Taxil [21]. Étienne se révélera plus prolixe à Montpellier [22] : outre le *Petit Méridional*, il s'occupera entre 1876 et 1880, semble-t-il sans Antoine Sereno, de nombreuses autres publications [23]. Il reprendra même l'impression du périodique de Taxil à Montpellier [24]...

On possède aussi peu de choses sur les débuts d'Antoine Sereno : il est né à Guelma (Algérie), en 1854 [25]. La rubrique nécrologique qui lui est consacrée le 28 décembre 1902 reste une des rares sources d'informations : il y est indiqué qu'Antoine Sereno, engagé à l'âge de 16 ans (!) au côté des volontaires garibaldiens durant la guerre Franco-Allemande de 1870, aurait été « *à l'acclamation de ses camarades* » porté en triomphe pour ses exploits. Néanmoins, sans remettre en doute son biographe [26], il nous a été impossible de trouver une autre trace écrite de ses talents guerriers : le Service historique de l'Armée de Terre de Vincennes et le Centre des Archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence ne posséderaient visiblement rien sur lui.

Après la signature de l'armistice, Antoine Sereno ne paraît pas retourner en Algérie. Il se fixerait à Marseille, semble-t-il, où il rencontrerait, selon toute hypothèse, la future équipe du *Petit Méridional*, et parmi ceux-ci, Jules Gariel, l'administrateur du journal à partir de 1886, et Étienne Camoin.

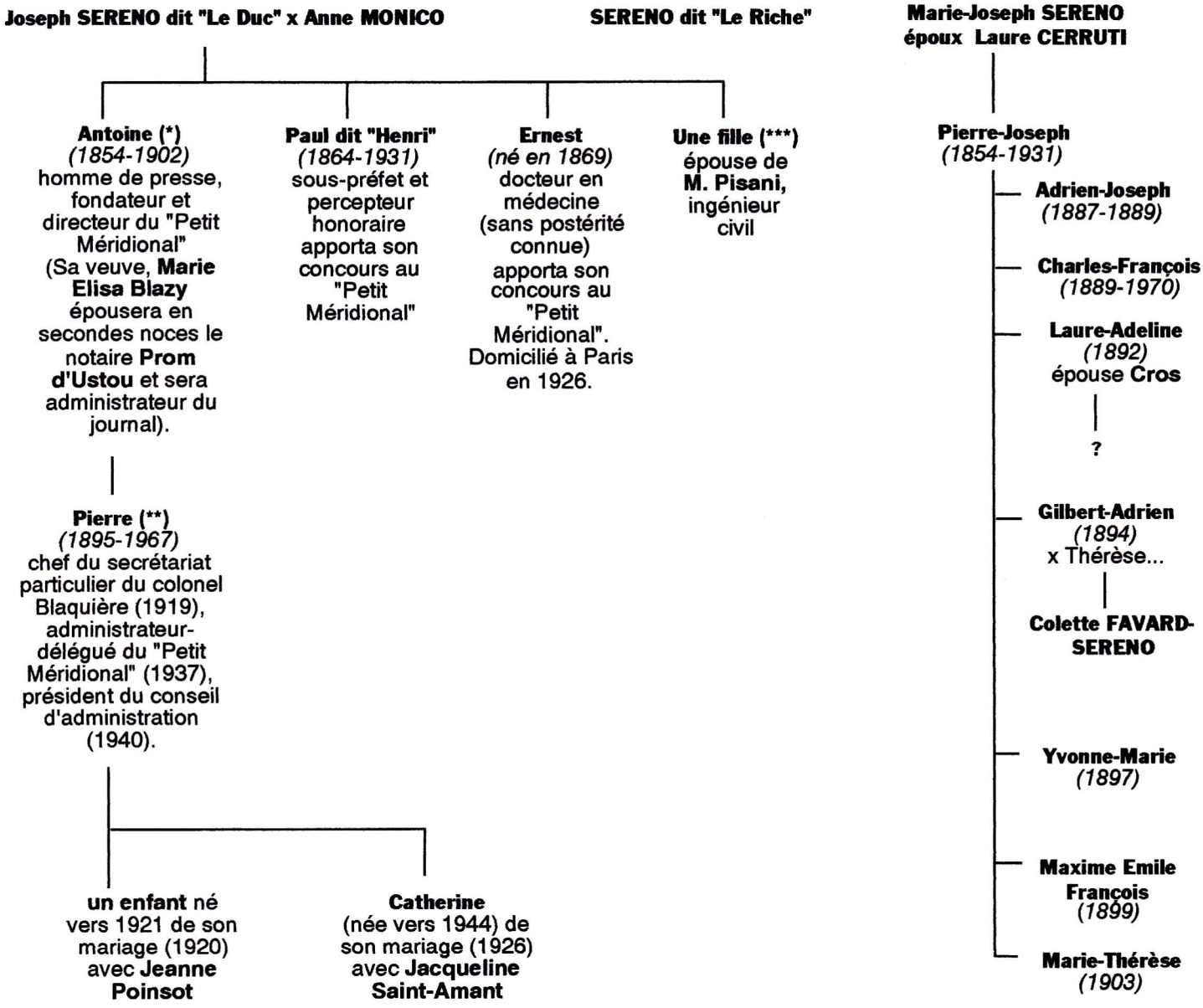
Comment peut-on expliquer la connivence entre Antoine Sereno et Étienne Camoin ? Les deux jeunes gens ont en commun un intérêt littéraire : Antoine Sereno, après s'être employé à la réussite du *Petit Méridional*, écrira des pièces de théâtre, dont une au moins, selon sa nécrologie, sera jouée à la Comédie-Française (le titre de celle-ci n'est pas indiqué). Un autre témoignage nous rapporte l'existence d'une autre œuvre, intitulé *L'Honneur du Nom* qui sera représentée au théâtre du Vaudeville, à Paris [27]. Par ailleurs, Antoine Sereno, lors de la passation d'un bail locatif à Montpellier, en 1878, se qualifie d'homme de lettres [28].

La réalité est peut-être un peu moins flatteuse : si son biographe du *Petit Méridional* cite une pièce jouée à la Comédie-Française, il semblerait que la maison de Molière n'ait jamais inscrit quoi que ce soit d'Antoine Sereno à son répertoire. De même, son œuvre n'apparaît pas dans les fiches de la Bibliothèque Artistique de l'Arsenal ou dans le registre de la Société des Auteurs Dramatiques. Seule la Bibliothèque Nationale conserve l'une de ses pièces, pour cause de « censure ». En outre, jamais Antoine Sereno ne signera un article dans *Le Petit Méridional*, tout au moins sous son propre nom.

Antoine Sereno, tout comme Étienne Camoin, semble proche de sa famille. Après le décès de son père, survenu avant 1876, il fait venir Anne Monico, sa mère, à Montpellier [29], et se préoccupe de l'avenir de ses frères [30].

De plus, on s'aperçoit que par leurs fréquentations communes, par la ligne éditoriale du *Petit Méridional*, leurs antécédents et leurs actes postérieurs à la fondation du journal [31], les deux amis [32] partagent les mêmes convictions politiques républicaines.

GENEALOGIE D'ANTOINE SERENO,
COFONDATEUR DU "PETIT MERIDIONAL"

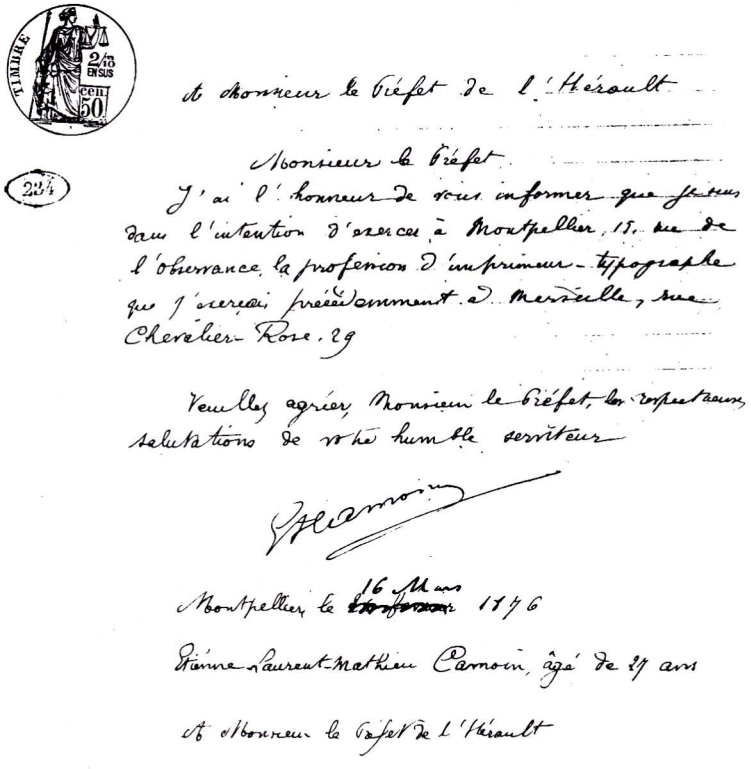


(*) Antoine Séréno a eu un beau-frère par alliance en la personne de Charles Sarrus, publiciste et journaliste. Charles Sarrus, propriétaire de la maison familiale d'Anglet, dans laquelle Pierre Séréno verra le jour, avait épousé Jeanne Blazy, elle-même certainement issue de la famille d'Elisa Blazy, épouse d'Antoine Séréno. L'on sait de Charles Sarrus qu'il est né le 30 janvier 1856 à Nîmes, qu'il a débuté dans la presse locale en 1877 (un an après la création du Petit Méridional !) comme rédacteur au journal Le Midi, devenu par la suite Le Progrès du Midi puis Le Petit Républicain du Midi. En 1899 il se fixa à Paris et collabora au Petit Ardennais, au Lyon Républicain, au Libéral de l'Aisne, à la Musica, au Journal des Colonies, à la Chronique Mondaine de Nîmes et au... Petit Méridional. Sarrus fut par ailleurs membre de l'association des journalistes parisiens et membre-fondateur de l'association des journalistes parlementaires dont il a été deux fois syndic.
(**) Pierre Séréno aurait eu pour beau-frère Eugène Duguet, directeur d'une société d'étidions et président du syndicat des agences de presse à Paris.
(***) Les intérêts de la succession de Mme Pisani (sœur d'Antoine Séréno cofondateur) aurait été assurés au sein du conseil d'administration du Petit Méridional, à partir de 1936, par Gustave de Fels, cousin de Pierre Séréno et agent général d'une marque de parfumerie.

3. *Qui finance le journal ? Rôles respectifs de Camoin et de Sereno*

Voilà ainsi brossés en quelques lignes les portraits des deux fondateurs du quotidien radical et radical socialiste, nécessaires pour appréhender les mystères de la création du *Petit Méridional*.

En effet, les statuts de la société d'imprimerie « *Sereno, Camoin et Cie* » n'ont pas été déposés à Montpellier, mais plutôt, comme le suppose le professeur Andréani, à Marseille, au début de l'année 1876 [33]. Ainsi, nous ne connaissons pas avec certitude l'origine des fonds de la société, ni ce que recouvre exactement le « et Compagnie ». Y a-t-il eu d'autres personnes physiques associées à Étienne Camoin et Antoine Sereno ?



Lettre d'Étienne Camoin, cofondateur du « Petit Méridional », au préfet de l'Hérault en date du 16 mars 1876 (date de création du journal), dans laquelle il fait part de son « intention d'exercer à Montpellier, 15, rue de l'Observance, la profession d'imprimeur-typographe » (Source : Archives départementales de l'Hérault, série T, presse-imprimerie, 1873-1877).

Une des optiques de notre enquête a été, face aux lacunes des sources archivées, de retrouver les descendants des fondateurs susceptibles de nous éclairer sur cette période. A l'heure actuelle, nos investigations ne nous ont pas permis d'entrer en contact avec des personnes portant le patronyme de Camoin et se souvenant avoir eu pour ancêtre un des fondateurs du *Petit Méridional* [34]. Il n'en a pas été de même pour Antoine Sereno, dont des parents éloignés vivent actuellement en région parisienne et dans les Alpes-Maritimes. L'âge avancé de certains témoins, nés avant la disparition de l'homme de presse, en 1902, nous a permis d'obtenir des renseignements directs [35].

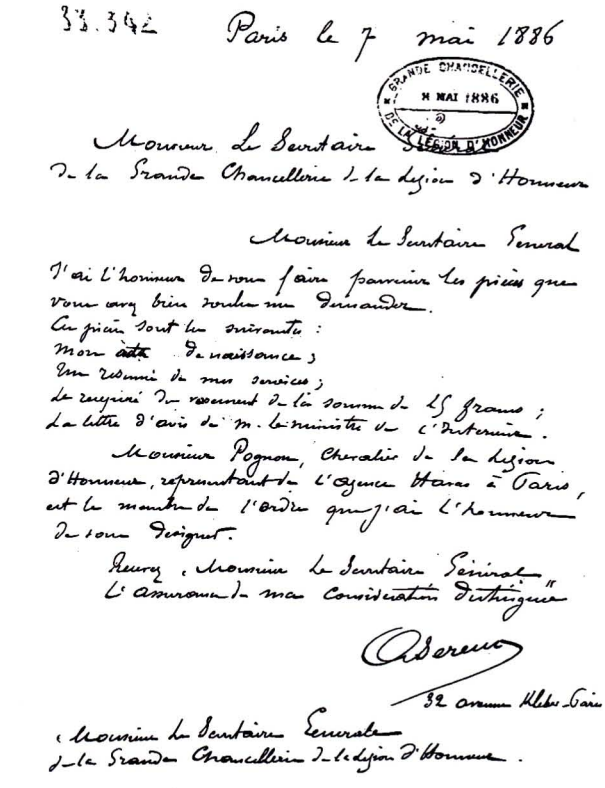
Joseph Sereno, le père d'Antoine, riche entrepreneur en maçonnerie, italien, aurait fait fructifier son entreprise en Algérie, à une époque où la colonie manquait d'infrastructures. Toujours selon ces mêmes personnes, l'hypothèse qu'Antoine ait hérité au décès de son père, survenu dans les années 1870, d'une somme supérieure à 2 850 000 francs – c'est-à-dire au capital estimé en 1881, cinq ans après la fondation du *Petit Méridional* – semblerait raisonnable en comparant le niveau de vie de l'époque et celui de la famille Sereno.

Si l'on en croit ces dires [36], Antoine Sereno, de par sa situation financière, serait le véritable fondateur du journal dans lequel Étienne Camoin, l'imprimeur et donc le technicien, n'aurait eu qu'un rôle secondaire. Par ailleurs, il ne semble pas que ce dernier ait eu énormément d'argent à l'époque de la création du *Petit Méridional*.

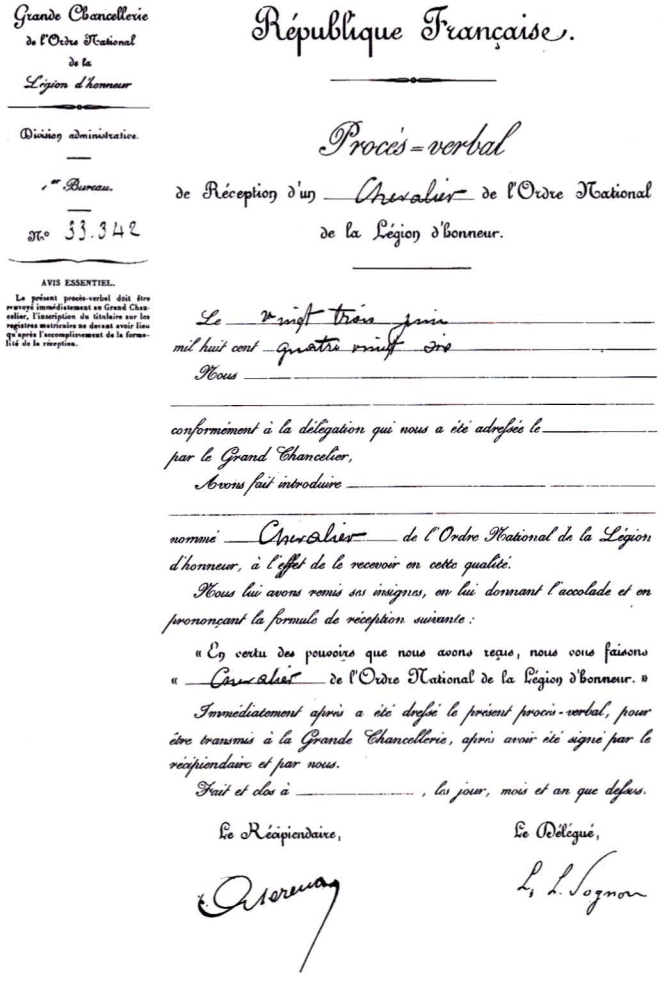
A l'appui de cette théorie, on constate qu'Étienne Camoin prend en 1876 la fonction de gérant du quotidien, rôle dévolu habituellement, à cette époque, à un « homme de paille », chargé de représenter le journal au cours de procès et, plus dangereux, de se battre en duel le cas échéant. Or, c'est Antoine Sereno qui se rendra sur le pré pour défendre les couleurs du *Petit Méridional* [37].

Ensuite, lors de la constitution de la société par action du 14 décembre 1881, Étienne Camoin acquiert seulement 6 parts de 500 francs chacune, tandis qu'Antoine Sereno est crédité de 29 actions, preuve s'il en fallait de leur différence de niveau de vie.

De plus, l'ensemble des publicités du quotidien parues dans l'*Annuaire de l'Hérault* attribueront le seul titre de fondateur à Antoine Sereno. Le 30 juin 1886, après avoir abandonné depuis deux semaines son poste de directeur du journal, au profit de son collaborateur Jules Gariel [38], Sereno prononce un discours devant l'assemblée générale de la « Société anonyme du *Petit Méridional* », où il s'exprime en ses termes : « *Nommé chevalier de la Légion d'honneur en récompense de ma conduite pendant la guerre de 1870, et en considération de la fondation du Petit Méridional, il ne m'était pas permis de me séparer de vous, sans rappeler cet événement qui, en*



(Source : Archives nationales, Centre des Archives contemporaines de Fontainebleau, dossier personnel de légionnaire d'Antoine Séréno)



Grande Chancellerie de l'Ordre National de la Légion d'honneur

Division administrative.

1er Bureau.

N° 33.342

AVIS ESSENTIEL.

Le présent procès-verbal doit être renvoyé immédiatement au Grand Chancelier, l'inscription du titulaire sur les registres matricules ne devant avoir lieu qu'après l'accomplissement de la formalité de la réception.

République Française.

Procès-verbal

de Réception d'un Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'honneur.

Le vingt trois juin mil huit cent quatre vingt dix

Nous

conformément à la délégation qui nous a été adressée le par le Grand Chancelier,

Avons fait introduire

nommé Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'honneur, à l'effet de le recevoir en cette qualité.

Nous lui avons remis ses insignes, en lui donnant l'accolade et en prononçant la formule de réception suivante :

« En vertu des pouvoirs que nous avons reçus, nous vous faisons « Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'honneur. »

Immédiatement après a été dressé le présent procès-verbal, pour être transmis à la Grande Chancellerie, après avoir été signé par le récipiendaire et par nous.

Fait et clos à , les jour, mois et an que dessus.

Le Récipiendaire, Le Délégué,

Sereno

L. L. Sognon

(Source : Archives nationales, Centre des Archives contemporaines de Fontainebleau, dossier personnel de légionnaire d'Antoine Sérêno)

honorant le fondateur, honore surtout l'œuvre de politique républicaine à laquelle vous vous êtes liés au moment de la constitution de notre société... » [39]. Il souligne donc ouvertement le rôle essentiel qu'il a joué dans la création du quotidien montpelliérain.

Continuant sur sa lancée, voici comment Antoine Sereno décrit, le 14 juillet suivant, les temps « héroïques » de la fondation du journal : « *Le 19 mars 1876, un événement politique considérable dans ses conséquences, se produisait à Montpellier. Un organe républicain, répondant aux aspirations de la démocratie, était fondé, fermement résolu à porter très haut le drapeau de la République. C'est à cette date désormais mémorable pour nous tous, que le* Petit Méridional *voyait le jour aux premières heures de l'aurore de la République naissante. L'œuvre à tenter n'était pas sans difficultés ni sans péril. La réaction, toute puissante encore, forte des traditions du passé, désireuse de prendre une revanche éclatante de ses derniers insuccès, était un rude ennemi qu'il fallait affronter d'abord et vaincre ensuite. Dès les premiers pas, le faible organe rencontra les résistances prévues et le courage de ses fondateurs aurait compté pour bien peu, s'il n'avait été soutenu par cette vaillante phalange des collaborateurs dont ils s'étaient entourés. Les annales de notre histoire, à l'origine du* Petit Méridional, *nous ont appris le nom de ces braves de la première heure, aujourd'hui absents, mais non oubliés ; en les consultant, vous y verrez, mes chers collaborateurs, ce qu'ont fait, pour l'édification de notre œuvre, ceux qui vous ont précédés. Honneur à eux ! Que les Camoin, les Brizy* [40], *les Cabrol, les Jourdan, les Carrière vivent à jamais dans votre souvenir, ils ont porté, en braves ouvriers qu'ils étaient, leur tribut fécond, à l'établissement de l'entreprise difficile à laquelle leur dévouement n'a jamais fait défaut. Honneur à eux !* » [41].

Enfin, lorsqu'Antoine Sereno décède en 1902, le *Petit Méridional* lui consacre logiquement un long article en première page. Mais pour ce qui est de Camoin, qui quitte Montpellier en 1882 pour s'occuper de son père malade, on perd sa trace par la suite [42]. Qu'est-il devenu ? Même la direction du journal semble l'ignorer, puisqu'en 1913, à la mort de Jules Gariel (successeur d'Antoine Sereno), elle indique qu'elle « *a essayé, sans succès, d'entrer en contact avec les descendants ou ayants droit* [43] » d'Étienne Camoin. La date et le lieu de son décès nous sont inconnus.

Si l'on accepte, par contre, la thèse selon laquelle le capital de départ aurait été apporté par le seul Sereno, nous nous heurtons toutefois à une énigme : pourquoi le jeune homme aurait-il pris le risque d'investir l'essentiel ou la totalité de sa fortune dans la création du *Petit Méridional*, entreprise risquée à une époque où le franc était stable, l'inflation nulle et où les emprunts d'État offraient des plus-values garanties ?

D'autre part, on ne peut qu'être frappé par la sûreté et la rapidité avec laquelle ont agi les « fondateurs », comme nous le montrions dans le premier chapitre. Ceux-ci résidant dans un premier temps à Marseille, ne semblent pas s'être donné la peine de se renseigner sur les habitudes héraultaises ou d'effectuer de longs séjours dans le chef-lieu, de se livrer enfin à ce que l'on appellerait aujourd'hui une « étude de marché », ou tout au moins « un sondage d'opinion ». On peut juger de la rapidité de leur installation, lorsqu'on sait que Camoin, imprimeur du journal *La Fronde* au début de janvier 1876 à Marseille, fait paraître le premier numéro du *Petit Méridional* le 19 mars suivant à Montpellier.

Le problème se complique, d'autant plus qu'il nous a été impossible de retrouver un quelconque bail locatif passé individuellement par les acteurs initiaux du *Petit Méridional* à Montpellier, avant 1878. A moins que les baux qu'ils aient passés n'aient pas été « officiellement » enregistrés, ou encore qu'ils aient préféré résider dans un des hôtels de la ville (ce qui paraîtrait assez invraisemblable pour une période si large) ? Une nouvelle fois, on se perd en conjectures.

On pourrait alors penser que d'autres personnes ont pu orchestrer l'installation du journal à Montpellier, ou encore que la création du *Petit Méridional* aurait été « commandée » par des notabilités républicaines désireuses de voir s'établir un journal de gauche populaire au chef-lieu, et prêtes à soutenir l'entreprise en cas de difficultés.

A ce propos, Roland Andréani, n'ayant pas eu connaissance de la fortune « originelle » supposée d'Antoine Sereno, a recherché des commanditaires nationaux parmi lesquels Wilson [44], ou Émile de Girardin [45]. Malgré cela, aucune de ces deux pistes n'apporte, à nos yeux, d'indices probants.

A notre sens, si l'on en juge par le lieu d'origine des acteurs initiaux du *Petit Méridional*, l'affaire n'a pu être entendue qu'entre Marseillais et Héraultais. Encore a-t-il fallu que l'appel d'offre vienne de républicains avancés, c'est-à-dire des radicaux, comme l'on disait alors. Antoine Sereno, engagé volontaire au côté de Garibaldi en 1870, ou Étienne Camoin, associé un temps à Léo Taxil, ce qui les situe très à gauche, n'auraient certainement pas accepté de voir leur entreprise appuyée par des républicains trop « tièdes » ou par des investisseurs qui auraient flairé une bonne opération spéculative. Des concessions auraient dû être faites à ces derniers, au détriment de la ligne politique du journal [46] et cela n'a, semble-t-il, pas été le cas. Ainsi, notre champ d'investigation s'en trouve-t-il rétréci.

Qui avait intérêt à voir se créer à Montpellier un grand quotidien radical ? C'est ce que nous allons essayer de voir dans les chapitres suivants, au travers des deux pistes que nous avons suivies : la piste « franc-maçonne » et, tout aussi importante, la piste « radicale ».

4. *La piste franc-maçonne* [47]

Parmi les sympathisants des idées défendues par le *Petit Méridional*, à savoir essentiellement le républicanisme radical et radical socialiste, ainsi que l'anticléricalisme (les deux allant de pair au cours des trente premières années de la IIIe République), on trouve la franc-maçonnerie, et, plus particulièrement, le Grand Orient de France, très actif dans l'Hérault.

Dès 1738, la franc-maçonnerie a été condamnée par la papauté, qui lui reprochait son œcuménisme. Mais c'est au début des années 1870 que le Grand Orient de France, sous l'influence de la philosophie rationaliste d'Auguste Comte, des Frères Maçons Ferry, Renan et Littré, se lance complètement dans la lutte. En 1877, le Grand Orient, rompant avec la tradition, abolit l'obligation de croire au Grand Architecte de l'Univers.

En 1904, le Grand Maître Louis Lafferre [48], député de Béziers, est à l'origine de la suppression de la « Clause de liberté de conscience », qu'il argumente en ces termes : « *Nous ne sommes pas seulement des anticléricaux, nous sommes véritablement les adversaires de tous les dogmes et de toutes les religions. Nous sommes, si j'ose m'exprimer ainsi, aussi antireligieux que nous sommes anticléricaux [...]. Le véritable but poursuivi, c'est la chute de tous les dogmes et la ruine de toutes les Églises...* [49] ».

Notre département, et, plus particulièrement, la basse vallée de l'Hérault, est une terre de prédilection pour le Grand Orient [50], dont le rite est pratiqué par 5 loges sur 6 en 1876, puis par 7 loges sur 9 en 1914, comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous :

Les différentes loges maçonniques dans l'Hérault (1869-1914)

Liste non exhaustive [51]

NOM	RITE	VILLE	FONDATION	CESSATION
« La Parfaite Union »	G.O. *	Agde	avant 1876	entre 1894 et 1903
« La Vraie Humanité »	G.O.	Agde	avant 1876	entre 1894 et 1903
« Les Vrais Amis Réunis »	G.O.	Bédarieux	1909 (?)	après 1914
« L'Action Sociale »	G.O.	Béziers	20/01/1902	après 1914
« Les Amis Choisis »	G.O.	Béziers	18/03/1810	après 1914
« Chapitre de la Vallée de l'Orb »	G.O.	Béziers	1909 (?)	après 1914
« L'Étoile et le Croissant »	G.O.	Lunel	avant 1876	entre 1894 et 1903
« Liberté Solidarité »	écossais	Montpellier	1910 ou 1911	1913 (?)
« Égalité-Travail »	G.O.	Montpellier	1899	après 1914
« Les Vrais Fidèles »	écossais	Montpellier	1869	après 1914
« L'Avenir Social »	G.O.	Saint-Pons	03/05/1903	après 1914
« L'Aube Nouvelle »	écossais	Sète	1908 (?)	après 1914
« R.L. »	?	Sète	peut-être la même loge que « L'Aube Nouvelle »	

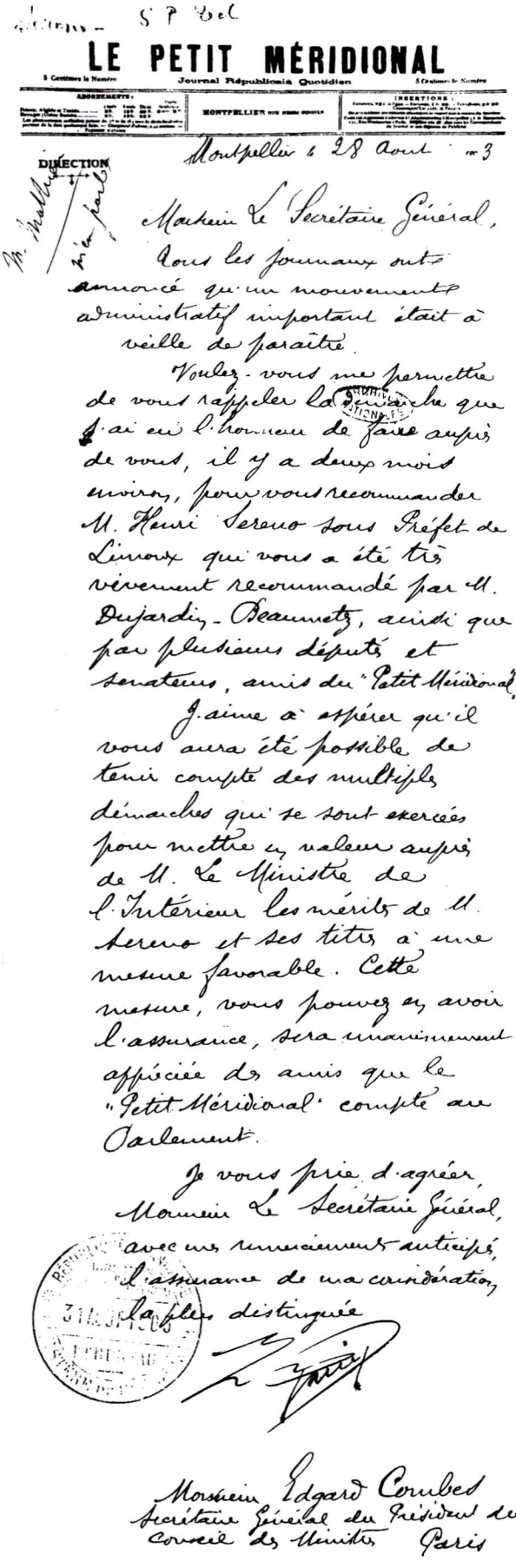
* Grand Orient de France

D'emblée, le *Petit Méridional* affiche sa sympathie pour cette société « discrète » ; il ne se limite pas aux comptes rendus de fêtes solsticiales et autres réunions, il participe directement à sa propagande comme en témoigne la publicité imprimée le 30 septembre 1885 : « *on nous prie d'annoncer que depuis le 26 septembre paraît un nouvel organe démocratique et anticlérical,* Le Franc-Maçon. *Ce journal dont la parution excite une certaine curiosité, a pour but de dissiper les erreurs et les préjugés répandus contre la Franc-Maçonnerie par ses ennemis héréditaires, les Jésuites* ». Il est en vente 10 centimes chez les dépositaires du « *Petit Méridional* » !

Mais c'est surtout après le départ d'Antoine Sereno pour Paris, en 1886, que se manifeste plus volontiers l'attitude « pro-maçonnique » du quotidien. Le nouveau directeur, le Frère Jules Gariel [52], initié en 1880 et vénérable de la loge « Égalité Travail » n'hésite pas à déclarer qu'il dirige un « Journal Maçonnique » à l'aube du XXe siècle [53].

Son soutien au général André durant « l'Affaire des Fiches » [54] le prouve clairement. En outre, au début du siècle, nombre d'employés du *Petit Méridional* sont maçons : un chef de service, un chef de secrétariat, un inspecteur, un commis, un typographe (Valentin, par ailleurs futur conseiller général), un caissier. Louis Gélin, secrétaire de la loge

Jules Gariel, 20 août 1912 (Source : Archives départementales de l'Aveyron, Fonds Siman, 2J 53). ▷



LE PETIT MÉRIDIONAL

Journal Républicain Quotidien

MONTPELLIER

DIRECTION

Montpellier le 28 Août 1903

Monsieur Le Secrétaire Général,

Tous les journaux ont annoncé qu'un mouvement administratif important était à veille de paraître.

Voulez-vous me permettre de vous rappeler la démarche que j'ai eu l'honneur de faire auprès de vous, il y a deux mois environ, pour vous recommander M. Henri Sereno sous Préfet de Limoux qui vous a été très vivement recommandé par M. Dujardin-Beaumetz, ainsi que par plusieurs députés et sénateurs, amis du "Petit Méridional".

J'aime à espérer qu'il vous aura été possible de tenir compte des multiples démarches qui se sont exercées pour mettre en valeur auprès de M. Le Ministre de l'Intérieur les mérites de M. Sereno et ses titres à une mesure favorable. Cette mesure, vous pouvez en avoir l'assurance, sera unanimement appréciée des amis que le "Petit Méridional" compte au Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Secrétaire Général, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de ma considération la plus distinguée

Monsieur Edgard Combes
Secrétaire Général du Président du Conseil des Ministres Paris

Lettre de Jules Gariel, recommandant au secrétaire général du président du Conseil des ministres la candidature d'Henri Sereno, frère du fondateur du « Petit Méridional », Antoine Sereno, pour un poste de préfet (Montpellier, 28 août 1903) (Source : Archives nationales, F-1bI-723, dossier personnel du préfet Henri Sereno).

« Égalité-Travail », se fait adresser son courrier, maçonnique au siège du quotidien. Il faut ajouter à cette liste Jacques Cabanies, secrétaire particulier du directeur, le rédacteur en chef Hippolyte Poggioli [55] et plusieurs correspondants locaux : Dupré [56] et Lenfant à Béziers, Aubès à Sète, Beauquier à Nîmes, etc. De plus, à la mort d'Antoine Sereno, en 1902, c'est le frère Michel Dervieux [57] qui le remplacera à la tête de l'administration de la société du *Petit Méridional.*

Monument funéraire érigé en 1913-1914 en l'honneur de Jules Gariel au cimetière Saint-Lazare de Montpellier (photo : Emmastéphane).

Chazot (Source : Archives départementales de Paris, Pér. 242, Ernest Gay, « Nos Édiles », Conseil général de la Seine, année 1911).

En 1913, la succession du Frère Gariel, décédé le 4 mars, paraît avoir été orchestrée par le Grand Orient puisque le Frère Augustin Blaquière [58], officier supérieur d'artillerie, membre de la loge montpelliéraine « Égalité-Travail », devenu actionnaire important du *Petit Méridional* peu de temps auparavant, est nommé directeur du journal [59].

Cependant, rien ne prouve qu'Étienne Camoin et Antoine Sereno aient eux-mêmes fait partie du Grand Orient de France, ni que l'obédience soit bien à l'origine du journal. Par ailleurs, même si la franc-maçonnerie a pu participer en 1877 à la souscription de redressement du *Petit Méridional*, aurait-elle eu assez d'argent pour soutenir réellement cet organe de presse ?

En outre, il faut tenir compte du contexte : la présence de francs-maçons au sein de la rédaction d'un journal radical n'est pas chose exceptionnelle, entre 1876 et 1914. On constate même une certaine symbiose entre le radicalisme et la franc-maçonnerie dès la fin des années 1890. En 1908, 47 % des députés et 73 % des sénateurs radicaux, 41 % des militants, 48 % des délégués au comité exécutif du parti sont maçons.

Dans l'Hérault, le *Petit Méridional* se veut le ciment de cette alliance, en appelant à voter pour la « Petite Chapelle » [60] en priorité.

Ainsi, la création du journal en 1876 ne profite-t-elle pas aussi aux radicaux ?

Augustin Blaquière en militaire (photo datée des années 1916-1917, coll. particulière Luc Requier).

Augustin Blaquière en civil (photo datée des années 1910-1911 ; source : Service historique de l'Armée de Terre, Vincennes, dossier personnel du colonel Blaquière coté 15239 – 5e série – colonial).

5. *La piste radicale*

Notre département conserve de fortes attaches légitimistes, jusqu'au début des années 1870, sous l'influence des notables montpelliérains : ainsi les élections législatives de 1871 voient-elles les Royalistes s'emparer de 8 sièges à pourvoir. Mais ce résultat ne doit pas masquer la réalité des suffrages : 55 % pour la droite, 45 % pour la gauche, dont les fiefs se situent dans le sud-ouest de l'Hérault. Ainsi, dès juillet 1876, les Républicains deviennent majoritaires et, en 1878, ils s'emparent finalement des 6 sièges (le nombre d'élus a été abaissé). Ainsi, la gauche va-t-elle rester largement majoritaire pour plusieurs décennies [61].

Dans les luttes politiques qui opposent les Héraultais, le *Petit Méridional* joue un rôle non négligeable : la publication de son programme radical (réclamant entre autres la suppression du sénat et la séparation de l'Église et de l'État), le 30 juillet 1881, coïncide avec l'éviction des personnalités républicaines modérées.

A Montpellier, le maire Léon Coste est écarté par le Comité Central républicain en 1878, pour être remplacé par Alexandre Laissac [62], qui prend en 1884 l'étiquette radicale ; à Sète, Jacques Salis devient député en 1881, après avoir été maire de la ville. Au même moment, à Saint-Chinian, Jules Razimbaud inaugure la dynastie radicale.

Ainsi, le *Petit Méridional*, s'il n'a pas converti à lui seul les Héraultais au radicalisme, a fortement contribué à la disparition des modérés de la scène politique départementale, en les privant de tribune d'expression [63].

Au cours de l'année 1881, la structure interne du journal

connaît une évolution importante. Le 14 décembre, grâce aux nouvelles lois plus libérales sur la presse, se constitue la « *Société anonyme du Petit Méridional et autres publications* », ouverte à l'actionnariat. C'est l'occasion pour les fondateurs de procéder à une augmentation de capital de 150 000 francs [64], divisé en 300 actions de 500 francs.

Douze personnes y souscrivent parmi lesquels Sereno (29 actions) et Camoin (6 actions), qui conservent tout de même leurs 2 850 000 francs d'apport initial (soit désormais 5 700 actions). Avec une voix pour dix actions, les deux jeunes gens disposent d'une majorité écrasante au conseil d'administration.

Or, au cours de la première assemblée générale, le 15 décembre 1881, ne profitant pas de leur position prépondérante, ils s'abstiennent de prendre part au vote [65]. Alexandre Laissac (29 actions) est élu président du conseil d'administration ; Victor Faliès [66] (38 actions) occupe le poste de secrétaire tandis que Élisée Déandreis [67] (29 actions), Auguste Maurin [68] (29 actions) et Michel Vernière [69] (30 actions) sont nommés « *commissaires à l'appréciation de l'appui des fondateurs* » [70].

Tout semble s'être déroulé comme si les rôles avaient été définis par avance, indépendamment de la puissance financière des souscripteurs. De plus, cette augmentation de capital, relativement infime et si peu ouverte, paraît curieuse : pour s'en justifier, les fondateurs du *Petit Méridional* invoqueront l'interdiction faite par la loi de débiter le capital en actions d'un prix inférieur à 500 francs, entraînant l'impossibilité d'en offrir à un tarif accessible au plus large public.

A la suite de Roland Andréani, on peut mettre en doute la sincérité de Sereno et de Camoin : le changement de statuts de la société du *Petit Méridional* semble avoir été l'occasion d'honorer un certain nombre de personnalités héraultaises.

Outre les fondateurs, qui trouve-t-on parmi les nouveaux souscripteurs ?

- des hommes politiques : Élisée Déandreis, Alexandre Laissac, Michel Vernière, Isidore Girard [71], Émile Anterrieu [72] ;
- des journalistes : Jules Béchet [73] et Jules Gariel ;
- un papetier : Louis Faliès [74] ;
- un artiste peintre : Victor Faliès ;
- un homme de loi : Auguste Maurin.

Mis à part celui-ci, dont on connaît mal le rôle qu'il a pu jouer au sein du *Petit Méridional*, on constate que les neuf autres ont un lien avec le monde de la presse radicale, soit directement (les journalistes et les papetiers), soit indirectement (les hommes politiques).

Si deux d'entre eux sont originaires de Marseille (Jules Béchet et Jules Gariel sont collaborateurs de la première heure du quotidien), les huit autres sont héraultais : Élisée Déandreis, Alexandre Laissac, Michel Vernière, Isidore Girard, Émile Anterrieu, Louis et Victor Faliès, ainsi qu'Auguste Maurin. Nous pensons que ces derniers pourraient être les instigateurs locaux du journal, que l'on aurait remercié de leur concours primitif en leur permettant d'entrer dans le capital de la société anonyme [75].

Là encore, nous ne pouvons avancer de preuves fondamentales pour étayer nos hypothèses. Nous savons seulement que les huit actionnaires montpelliérains auraient été suffisamment riches (leur investissement dans la société anonyme le prouve) pour aider le journal en cas de difficultés, entre 1876 et 1881.

6. *En guise de conclusion...*

Le problème épineux de la création du *Petit Méridional* reste encore obscur sur bien des points, comme le lecteur a pu en juger, tout au long de cet article. Seules de patientes recherches, tant à Marseille que dans d'autres services d'archives restent encore à faire, qui pourraient, sinon apporter de solutions définitives, tout au moins conforter (ou infirmer) les hypothèses que nous avons formulées. Le plus intéressant serait de découvrir les fameuses archives de la société anonyme du *Petit Méridional* (qui ont disparu depuis la dernière guerre), ou encore de retrouver les descendants directs d'Étienne Camoin et d'Antoine Sereno.

Quoi qu'il en soit, nous ne manquerons pas de donner le résultat de nos investigations, si de nouveaux documents sont découverts, afin de résoudre le mystère de la fondation du journal.

Notes

1. Thèse d'État non publiée, soutenue à l'Université Toulouse-le-Mirail, en 1989, et consultable sur microfiches aux Archives Départementales de l'Hérault (côte : TAR 525).

2. *La Presse...*, page 674. Il faut noter au passage que les archives du journal et l'ensemble de la comptabilité ont totalement disparu, depuis 1945, pour des raisons qui nous sont inconnues.

3. Environ 210 000 francs actuels.

4. En décembre 1881, le capital de la société « Sereno, Camoin et Cie » est alors évalué à 2 850 000 francs, c'est-à-dire environ 50 000 000 francs actuels (A. D. Hérault, Sociétés (1876-1881) : constitution de la « Société Anonyme du Petit Méridional et autres publications » en date du 14 décembre 1881).

5. Selon une publicité parue dans l'*Annuaire de l'Hérault* en 1880 (le tirage réel serait plutôt de 80 000 exemplaires).

6. Alcide Granier possédait cet immeuble, et passa plusieurs baux locatifs à diverses personnes, tant pour le premier que pour le deuxième étages (A. D. Hérault 3 Q 7/30, f° 172 v, 176 v, 181, 183, etc.), mais aucun ne concerne la susdite société.

7. A. D. Hérault 3 Q 7/31, f° 15 (registre de recettes pour l'enregistrement des baux d'immeubles faits par actes sous signatures privés).

8. Ce qui fait un loyer annuel de 2 500 francs.

9. A. D. Hérault, Série T, presse-imprimerie (1873-1877). Camoin exerçait alors sa profession au n° 29, rue Chevalier Roze. Il était

imprimeur à Marseille depuis le 20 novembre 1872 (A. Nationales F 18/2256).

10. La date primitive de la lettre a été rayée : au lieu du 16 mars, elle avait été écrite le 24 février, donc quatre jours avant la passation du bail des locaux de la rue de l'Observance.

11. *La République* du 19 mars 1876, page 2, « Chronique régionale ».

12. *André Émile Auguste Cabrol* : journaliste, né le 29 novembre 1834 à Montpellier, mort le 18 septembre 1893, à Marseille (Bouches-du-Rhône). Fils de François Xavier Cabrol, agréé près le tribunal de commerce de Montpellier, et Pauline Noëlle Granier. Il fut en 1870 chef de cabinet du préfet Alphonse Antoine Joseph Gent (1813-1894), où il vécut à cette occasion les heures troubles de la Commune marseillaise (dont il rendra compte dans son ouvrage *Marseille sous la Défense Nationale* paru en 1879). Il fut aussi collaborateur de journaux à Paris et Montpellier : il participe au *Corsaire*, à *La Presse*, à *L'Événement*. A Avignon, il prend la tête du *Démocrate du Vaucluse*, en 1868, puis du *Démocrate du Midi*. Mentionné comme rédacteur en chef du *Petit Méridional* lors de la parution du premier numéro, il quittera cette fonction en juillet 1878 pour devenir rédacteur en chef de *L'indépendant du Midi*. Lors de ses obsèques, le 19 septembre 1893, certains membres du *Petit Provençal* firent un discours en son hommage. *Le Petit Méridional* se contenta d'envoyer une couronne d'immortelles et ne lui consacra que quelques lignes, en page 3 du journal (*Le Petit Méridional* du 19 septembre 1893).

13. *Jules Carrière* : Il quitte la rédaction du *Petit Méridional* au printemps 1876, pour devenir correspondant du journal avignonnais *Le Journal du Midi*. Il nous faut bien convenir que nous ne connaissons presque rien de ce personnage.

14. *Cyprien Hivert* : journaliste. Il abandonne *Le Petit Méridional* après le 26 juin 1876, pour collaborer avec *La République*. Au cours d'une conversation privée, il exprima des doutes sur la fermeté des convictions du *Petit Méridional*. Selon lui, « *le maintien de la ligne politique ne serait dû qu'à la volonté des rédacteurs* ». N'appréciant guère l'opinion formulée par Hivert, Sereno le provoque en duel. Il aura lieu au Perthus, en territoire espagnol, le 5 août 1876. Cyprien Hivert sera blessé par Sereno.

15. *Ernest Jourdan* : journaliste, né le 28 avril 1843, à Toulouse (Haute-Garonne), mort le 30 janvier 1898 à Capestang (Hérault). Il abandonne *Le Petit Méridional* entre 1877 et 1879. Entre au conseil municipal de Montpellier en janvier 1881, et deviendra l'adjoint du maire Laissac le 21 février 1885. Trois ans plus tard, il sera nommé juge de paix à Saint-Privat, le 21 janvier 1888.

16. *Émile Gigault de la Bédollière* : littérateur français né à Amiens en 1812, mort à Paris en 1883. Après avoir collaboré au *Charivari*, à la *Revue britannique*, à *l'Univers illustré* dont il fut l'un des fondateurs, il entra, en 1849, *au Siècle*, dont, à partir de 1852, il rédigea avec talent le courrier quotidien. On lui doit un certain nombre d'ouvrages : *Beautés des victoires et des conquêtes des Français de 1782 à 1785* (1839) ; *Histoire de la garde nationale* (1848) ; *Histoire générale des peuples anciens et modernes* (1879), et des traductions de Cooper, Walter Scott, Dickens, etc. Le professeur Andréani constate qu'Émile de la Bédollière « *a peut-être écrit mais n'a jamais rien signé dans le journal* » (*La Presse...*, page 678).

17. *Jules Simon Troubat* : littérateur français, né le 19 septembre 1836, à Montpellier. Fils de Charles Troubat, négociant, et de Jeanne Hérand. Il fut le dernier secrétaire de Sainte-Beuve (1804-1869), l'un de ses exécuteurs testamentaires et son légataire universel. Après avoir été, pendant 17 ans, bibliothécaire du Palais de Compiègne, il entra, après la suppression de cette fonction, à la Bibliothèque Nationale, où il devint, en 1892, bibliothécaire des Sociétés Savantes. Il a publié les œuvres posthumes de Sainte-Beuve. Il a publié plusieurs ouvrages sous son nom personnel : *Le Blason de la Révolution* (1883) ; *Notes et Pensées* (1888), *Souvenirs du dernier secrétaire de Sainte-Beuve* (1890) ; *Essais critiques* (1902), etc. Troubat n'a visiblement donné qu'un seul texte au *Petit Méridional*, qu'il a signé (*Le Petit Méridional* du premier août 1876).

18. Voir arbre généalogique à la fin de cet article.

19. Archives municipales de Marseille, acte du 27 octobre 1849. L'arrêté de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence confirme un jugement rendu le 30 avril précédent par le tribunal civil de première instance de Marseille (note marginale de l'acte de naissance, en date du 13 juin 1887).

20. Voici en quels termes Camoin explique les raisons de son départ, dans sa lettre écrite à Montpellier le 4 janvier 1882, adressé à Antoine Sereno et publié dans *Le Petit Méridional* le même jour : « *Permettez-moi avant de vous quitter, de vous dire de nouveau publiquement avec quels regrets j'ai dû me déterminer à vous laisser tout le poids de la direction du* Petit Méridional. *Le souvenir de luttes soutenues en commun, de nos efforts pour édifier et affirmer notre œuvre, les satisfactions morales que nous avons retiré m'auraient fait désirer de vous continuer longtemps encore mon active collaboration, mais l'âge avancé de mon père et l'état de sa santé exigent ma présence auprès de lui. Je n'en demeure pas moins de cœur avec vous ; et c'est avec une égale sollicitude, avec la même sympathie que j'assisterais de loin à vos efforts en vue du triomphe des idées démocratiques. Je sais que sous votre impulsion, l'influence et l'autorité du* Petit Méridional *et aux idées qu'il représente en sont le plus sûr garant. Laissez-moi aussi, en terminant, dire un adieu cordial et plein de bonne amitié à tous nos vaillants collaborateurs que je quitte et qui vous continuent leur intelligent et dévoué concours. Recevez, mon cher ami, l'expression de ma bien sincère amitié* » (A. H. Hérault, PAR 995, *Le Petit Méridional* du 4 janvier 1882, page 1).

21. *Gabriel Antoine Jogand-Pagès, dit Léo Taxil* : journaliste et polémiste anticlérical, né à Marseille en 1854. Rédacteur à Marseille de *L'Égalité* en janvier 1871. Créateur, en avril de la même année de *La Mascotte*, puis en 1873 de *La Jeune République*, en 1874 du *Furet*. Il crée le 2 janvier 1876 le journal *La Fronde*, dont Camoin sera au début l'imprimeur. Taxil est connu pour avoir eut des liens assez étroits avec la franc-maçonnerie.

22. Camoin résidera avec son épouse, Claire Madeleine Frédérique Caillol de Poncy, au deuxième étage du n° 11, rue des Deux-Ponts, à Montpellier, à partir du 19 juin 1879 (A. D. Hérault 3 Q 7/32, f° 113).

23. Il s'agit des publications suivantes : *Le Roman Populaire*, crée en 1876 ; *Les Feuilletons Populaires du Midi* (déclarations des 15 juillet 1876, 17 janvier 1877 et 4 mars 1880) ; *Le Méridional*, journal politique quotidien (déclaration du 5 juin 1879) ; *Le Méridional*, journal littéraire devant paraître le quatrième dimanche de chaque mois (déclaration du 18 septembre 1880) ; *Le Méridional Républicain*, journal politique quotidien (déclaration du 18 juin 1879), et enfin *Le Méridional Républicain*, journal littéraire mensuel (déclaration du 22 septembre 1880). Il est à noter que lors de chaque déclaration est mentionné Étienne Camoin comme « imprimeur et propriétaire-gérant » de ces titres. Une seule fois, il sera fait mention d'Antoine Sereno dans une déclaration de titre au préfet de l'Hérault, c'est en 1880 lors de la création du *Méridional Républicain* : « *imprimerie Sereno-Camoin, 5, rue Leenhardt à Montpellier* ». Cependant la déclaration est signée par Camoin, propriétaire-gérant. Plus encore : lors du dépôt légal de l'ouvrage de Léon Barry, intitulé « *Le Canton de Béssèges. Étude politique* », dépôt enregistré le 18 juillet 1878, l'imprimeur qui a édité cet ouvrage n'est autre que Antoine Sereno (A. D. Hérault Dépôt Légal, Publications non périodiques (1874-1878). Il se peut qu'il ait été ainsi qualifié d'« *imprimeur* » parce qu'il appartenait à la société « *Sereno, Camoin et Cie* ». Pourtant, si c'est bien cette société qui a imprimé l'ouvrage, c'est celle-ci qui devrait figurer dans la déclaration, non le nom d'un de ses membres. On se perd en conjectures... Remarquons, pour finir, que l'immeuble de la rue Leenhardt avait été baillé le 13 juillet 1878 par Pierre Bompy, propriétaire de Montpellier, pour une durée de 7 ans (loyer annuel : 2 100 francs). Les preneurs sont « *Sereno et Camoin, imprimeurs à Montpellier* » (A. D. Hérault 3 Q 7/32, f° 34).

24. Camoin relèvera cette feuille à partir du 16 juillet 1876, sous le titre du *Frondeur* (La Presse..., page 710 et note 491). Cette nouvelle création pourrait expliquer son absence de la gérance du *Petit Méridional* entre le 23 juin et le 19 août 1876 (*La Presse...*, page 681). Camoin exercera les fonctions de gérant du *Frondeur* jusqu'au mois de mars 1878. Il sera remplacé successivement par Eugène Georges Miécamp, par Justin Léopold Cavayé et enfin par Joseph Hippolyte Colomb. Le journal *Le Frondeur* cessera de paraître le 26 septembre 1880 (A. Nationales F 18/461 B).

25. Antoine Jean François Sereno naquit le 6 août 1854 : il était fils de Joseph Sereno, âgé alors de 38 ans, entrepreneur en maçonnerie, et Anne-Marie Monico, habitant rue de Bone, à Guelma en Algérie. Il avait épousé Marie Eliza Blazy, avant 1895. Après la

mort d'Antoine Sereno, en 1902, celle-ci se remariera avec Marie Joseph Adolphe Henri Prom d'Ustou, notaire, né à His (Haute-Garonne), le 15 juin 1867, mort à Grisolles (Haute-Garonne), le 20 octobre 1932.

26. Antoine Sereno recevra la Légion d'honneur le 23 juin 1886, pour services rendus dans la Presse et pour belle conduite durant la guerre de 1870. A noter qu'il avait été appuyé pour obtenir cette distinction par un nommé Pognon, lui aussi chevalier, et représentant de l'Agence Havas à Paris, agence avec qui le *Petit Méridional* avait de nombreux contacts, en tant qu'organe de presse, et ce depuis 1876.

27. Paul Vigné d'Octon, écrivain de renom et ami de la famille Sereno, nous apprend qu'Antoine « *recherchait la société des écrivains et plus particulièrement celle des artistes dramatiques, dont il aurait besoin sous peu, car il avait déjà en manuscrit plusieurs pièces et terminait, à ce moment* [la date n'est pas indiqué], *celle qui a pour titre L'Honneur du nom* » (A. D. Hérault 22 F 1, « *La vie et l'œuvre de Paul Vigné d'Octon* », par Hélia Vigné d'Octon, page 69). Ailleurs, il est dit que Sereno « *qui n'était pas encore marié* [donc avant 1885], *s'occupait déjà beaucoup de théâtre et avait, parmi d'autres comédies, "L'Honneur du Nom", qui devait plus tard être représenter avec succès au théâtre du Vaudeville* » (A. D. Hérault 21 F 3, « Quarante ans de vie politique. Souvenirs politiques et littéraires d'un méridional », 3e série, page 10).

28. Bail daté du 1er septembre 1880, portant sur un chalet et jardin au n° 30, rue Pont Juvénal, à Montpellier, pour une durée de 3 ans et un loyer annuel de 1 200 francs. La date d'entrée en jouissance est fixée le 10 du même mois (A. D. Hérault 3 Q 7/33, f° 167).

29. La veuve Sereno passera un bail le 30 juillet 1879, pour la location d'un appartement au deuxième étage, situé rue de l'Observance (dans laquelle est installé le *Petit Méridional* pour un loyer annuel de 1 100 francs (A. D. Hérault 3 Q 7/32, f° 119 v). Elle y résidera jusqu'en février 1882 (voir note 75).

30. Paul Vigné d'Octon rapporte ceci, dans ses mémoires : il montre « *avec quelle sollicitude paternelle Antoine Sereno, après la mort de Mme Sereno, la mère, veilla sur l'avenir de ses deux frères, de beaucoup plus jeunes que lui. Il eut avant de mourir la satisfaction de les voir tous deux à la tête de situations fort enviables. Mon condisciple de la Faculté de Médecine de Montpellier* [il s'agit d'Ernest Sereno] *établi près de l'avenue de l'Opéra* [à Paris] *compte aujourd'hui et depuis longtemps parmi les gynécologues les plus réputés de la Capitale. Quant au plus jeune, après avoir débuté comme sous préfet de Limoux* [il s'agit d'Henri Sereno], *il est en marche vers les plus hautes situations administratives. Combien plus heureux encore serait aujourd'hui Antoine Sereno s'il pouvait lire les bistouquettes bien troussées qu'écrit dans* Le Petit Méridional *son fils, Pierre, ce gamin d'intelligence précoce, qui tant s'amusait à saccager les plates bandes de mon jardinet à la Cité des Fleurs...* » (A. D. Hérault 21 F 3, « Quarante ans de vie politique. Souvenirs politiques et littéraires d'un méridional », 3e série, page 11).

Ernest Auguste Marie Sereno : docteur en Médecine. Né à Guelma (Algérie) le 27 juillet 1859. Fils de Joseph Sereno et d'Anne Monico. Lycéen à Montpellier, il devint bachelier es Lettres le 16 juillet 1879, puis bachelier ès Sciences l'année suivante. Ernest Sereno entra à la Faculté de Médecine de Montpellier en 1884-85 mais passa sa thèse de Doctorat à Paris en 1886 (thèse intitulé « l'Eczéma dans la Scarlatine, la Rougeole, la Varicelle et la Vaccine chez les enfants » – Archives Nationales AJ 16-66 865). Il demeurait alors, avec sa mère au 32 de l'avenue Kléber. Ernest Sereno devint rédacteur de « l'Univers Médical » et publia un ouvrage intitulé « Ce qu'une femme doit savoir ». C'est lui qui était l'ami de Paul Vigné d'Octon. Le docteur Sereno vivait encore lors du mariage de son neveu Pierre Sereno en 1926, et exerçait toujours son métier dans le quartier de Port-Royal, au n° 14, de la rue Thérèse.

Paul, Jules, François Sereno, dit « Henri Sereno » » préfet honoraire, né à Guelma (Algérie), le 22 janvier 1864. Fils de Joseph Sereno et d'Anne Monico. Il fut publiciste au *Petit Méridional* (dates inconnues). Conseiller de la préfecture de l'Aude le 31 décembre 1892, puis vice-président du conseil de préfecture de l'Aude en 1897, il devint sous-préfet de Limoux le 19 juillet 1898, sous-préfet d'Orange le 5 septembre 1904, et enfin préfet honoraire l'année suivante (le 30 juillet 1905). Il devint percepteur des contributions directes à Maxeville le 31 août 1905. La nomination d'Henri Sereno comme sous-préfet à Limoux en 1898 donne lieu à une polémique très vive ainsi que le rapporte la presse de l'époque (cf. « La Cloche ») : « *Henri Sereno étant le frère du fondateur du* Petit Méridional *à Montpellier, sa nomination constitue un véritable échec à* La Dépêche de Toulouse, les deux organes radicaux-socialistes du sud-ouest nourrissent l'un à l'égard de l'autre, des sentiments rien moins que fraternels. Quand au Petit Méridional, *il s'est surtout distingué par sa virulente campagne en faveur de Saba, "le greffier prévaricateur" aujourd'hui député de Castelnaudary. On comprend que M. Brisson ait tenu à récompenser de tels services et que M. Dujardin-Beaumetz* [député, franc-maçon et futur secrétaire d'État] *ait considéré comme un honneur de recevoir dans sa circonscription un sous-préfet qui soit le protégé de son collègue Saba* ». Le préfet Sereno était, d'après l'administration, « catholique républicain ». Il fut promu officier d'Académie en 1899.

Pierre, Charles, Joseph Sereno : homme de presse, né à Anglet (Basses-Pyrénées), le 12 février 1895, mort à Paris le 9 juin 1967. Fils d'Antoine Sereno, fondateur du *Petit Méridional* et de Marie Blazy. Mobilisé en 1914, comme soldat de 2e classe au 143e régiment d'Infanterie de Carcassonne, deux blessures au combat, deux citations à l'ordre de l'Armée. En 1919, à sa démobilisation, Pierre Sereno, dont la famille avait conservé des intérêts au *Petit Méridional*, y est entré en qualité de chef du secrétariat particulier du colonel Augustin Blaquière, directeur du journal. Entre 1937 et 1940, Pierre Sereno est administrateur du journal au fauteuil précédemment occupé par sa mère, Marie Prom d'Ustou (veuve d'Antoine Sereno depuis 1902). En 1940, Pierre Sereno devient président du conseil d'administration du journal. Titulaire de la croix de Guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire. Il avait épousé en premières noces Philomène Jeanne Marie Marthe Poinsot le 20 avril 1920, à Toulouse. Il divorça de sa première femme le 2 décembre 1925, puis se remaria avec une secrétaire, Jacqueline Roma Marie Antoinette Saint-Amant, le 27 janvier 1926, à Paris.

31. Il est à remarquer que le 27 septembre 1876, la société « Sereno, Camoin et Cie » passera un bail de location sous seing privé de matériel d'imprimerie en faveur de Pascal Couturier, gérant du journal non politique *Le Frondeur* [à ne pas confondre avec le journal imprimé par Camoin]. La date de l'entrée en jouissance est fixée ce jour-là, pour une durée de 6 mois (A. D. Hérault 3 Q 7/31, f° 82 v, n° 2).

Pascal Marius Alexandre Couturier : imprimeur-typographe, né le 31 mars 1850 à Marseille. Fils de Joseph Antoine Couturier, commis, et de Cécile Olympe Chignet, demeurant à Marseille, 21, rue Saint-Férréol. Couturier, venu de Marseille à Montpellier au mois d'avril 1876, écrira au préfet le 19 juin pour lui faire connaître « *son intention de publier à Montpellier, comme propriétaire et gérant, un journal hebdomadaire non politique* » ayant pour titre *Le Frondeur*, qui paraîtra « *une fois par semaine* » dans les locaux du *Petit Méridional*. [A.N. F 18/461 B, dossier « Le Frondeur » non politique]. Dans « l'état nominatif des imprimeurs lithographes et libraires qui ont exercé leur profession pendant le 1er semestre 1876 », Couturier est dit demeurant au n° 15 rue de l'Observance (A. D. Hérault Série T, imprimerie et librairie (1873-1877). A partir de 1877, il s'occupera d'une agence de publicité à Montpellier (avec un nommé Blanc), agence qui est appelée « *maison spéciale pour la publicité méridionale* », et située au n° 5, place de la Comédie (A. D. Hérault Annuaire de l'Hérault 1880, DOC 1600/61).

32. Dans sa lettre de démission, en 1882 (voir note 20), Camoin soulignera l'amitié qu'il porte à son jeune confrère. On ne s'étonnera donc pas de la présence d'Antoine Sereno comme témoin à l'enregistrement de la naissance de deux enfants de Étienne Camoin, à Montpellier, en 1877 et 1880.

33. Dépouiller l'ensemble des actes notariés et l'enregistrement des actes sousseings privés marseillais, même pour une seule année, est une entreprise énorme et aléatoire, que nous n'avons pu encore effectuer.

34. Étienne Camoin a eut au moins deux enfants de son épouse Claire Madeleine Frédérique Caillol de Poncy :

Jean Jacques Mathieu Camoin : né le 25 avril 1880, à Montpellier, au n° 11, quai de la Gare. Marié à Marseille, le 11 décembre 1909, avec Louise Élise Servanin, fille de François Servanin, propriétaire, et de Catherine Damond.

Marie Rose Louise Camoin : née le 19 septembre 1877, à Montpellier. Elle est morte célibataire le 3 octobre 1966, à Marseille.

35. Nous tenons les renseignements concernant la famille Sereno grâce à l'amabilité de Mme Colette Favard-Sereno, cousine au 6e degré du fondateur du *Petit Méridional*. Nous la remercions vivement ainsi que toute sa famille.

36. Nous ne pouvons malheureusement pas fournir des documents d'archives qui les confirmeraient.

37. Le professeur Andréani cite l'exemple du duel Sereno-Hivert, le 5 août 1876, au Perthus, en territoire espagnol (*La Presse...*, page 677), suite aux propos tenus par l'ancien collaborateur contre le *Petit Méridional* (voir note 14).

38. *Jules François Gariel* : homme de presse, né à Marseille (Bouches-du-Rhône), le 18 juin 1851, mort à Montpellier le 4 mars 1913. Il était le fils de Jean Joseph Gariel et de Marie Désirée Clémentine Blanc. Engagé volontaire au mois d'août 1870 aux francs-tireurs de l'Égalité puis au 3e régiment de Zouaves, il se bat avec l'Armée des Vosges et l'Armée de la Loire. Ultérieurement (jusqu'au mois de septembre 1871), il fait partie de la Colonne Saussier chargée de réprimer l'insurrection algérienne (il recevra d'ailleurs la médaille de 1870). Rentré en France, mêlé au mouvement républicain à Marseille, il sera successivement rédacteur du journal *L'Égalité de Marseille*, de 1868 à 1869, au *Rappel de Provence* de 1869 à 1870, puis il entrera au *Frondeur* de Marseille (1876). C'est là qu'il dû faire la connaissance de Étienne Camoin et de Léo Taxil. *Le Petit Méridional* de Montpellier l'attend ensuite où il accède à un poste de rédacteur en 1876 pour en devenir, dix ans plus tard, le directeur général. Il a été décoré de la Légion d'honneur le 18 août 1898, puis officier le 14 septembre 1912, quelques mois avant sa mort (A. D. Hérault, 1 M 579, dossiers de la Légion d'honneur, dossier Gariel). Enfin, il a été élu vice-président de la fédération radicale et radicale-socialiste de l'Hérault. Il était l'époux de Émilie Chazot, dont il eut un fils illégitime : Marius Fernand Augustin Chazot-Gariel, reconnu en 1913. Ce dernier, né en 1876, à Montpellier, deviendra directeur des services parisiens du *Petit Méridional* en 1914, après la mort de son père. Chazot-Gariel fut aussi membre du parti radical et radical-socialiste, et a fondé et dirigé comme secrétaire général un important groupement de propagande : « Les Conférences radicales ». Il a été élu conseiller général de la Seine, le 24 mai 1908. Mobilisé lors du premier conflit mondial, il se tue accidentellement en tombant d'un train (octobre 1917).

39. *Le Petit Méridional* du 17 juillet 1886.

40. *Auguste Brizy* : journaliste. Il collaborera au *Petit Méridional* dès l'été 1876. Nous ne savons rien de ce personnage, n'ayant pu découvrir de documents le concernant.

41. *Le Petit Méridional* du 17 juillet 1886.

42. Étienne Camoin refait une brève (et mystérieuse) apparition entre 1890 et 1893, dans le triumvirat dirigeant le conseil d'administration du *Petit Méridional*, en compagnie de Jules Gariel et d'Antoine Sereno (*La Presse...*, page 918). Les raisons de ce retour nous sont inconnues, mais cela sous-entend pour le moins qu'il était resté actionnaire de la société, malgré son départ du journal en 1882.

43. A. D. Hérault 2 U 53 114/1. Notons qu'Étienne Camoin est encore vivant le 11 décembre 1909, date à laquelle son fils, Jean-Jacques Mathieu se marie avec Louise Élise Servanin (voir tableau généalogique).

44. *Daniel Wilson* : né à Paris le 6 mars 1840, mort à Loches (Indre-et-Loire) le 13 février 1919. Élu plusieurs fois député d'Indre-et-Loire (de 1869 à 1870 puis de 1876 à 1889 et de 1893 à 1902), il était le gendre de Jules Grévy (1807-1891), président de la République. Selon le professeur Andréani, citant Bernard Lavergne (« *Les deux présidences de Jules Grévy* ») « *le* Petit Méridional *se classerait* [...] *parmi les journaux où Wilson à la main, et où* [il] *fait campagne contre le retour de Jules Ferry au gouvernement* » (*La Presse...*, page 675). Aucune confirmation n'a pourtant été découverte.

45. *Émile de Girardin* : homme de presse, né à Paris le 22 juin 1806, mort dans cette même ville le 27 avril 1881. Il fonde le quotidien *La Presse* en juillet 1836, puis se détache de ce dernier pour prendre la tête du quotidien *La Liberté* en 1866. Entre-temps, il avait racheté le *Petit Journal*, en 1849, dont le tirage atteindra les 5 600 000 exemplaires. En 1874, il rachètera cette fois-ci le quotidien *La France*. Selon le professeur Andréani, citant Pierre Albert (« *Documents pour l'histoire de la presse de province...* »), « *un tableau dressé début 1885 par le ministère de l'Intérieur* [...] *attribue la propriété du* Petit Méridional, *comme celle du* Petit Provençal *lancé à Marseille en 1880, aux héritiers de Girardin disparu en 1881* » (*La Presse...*, page 675). Si aucune trace de participation de Girardin au *Petit Méridional* n'a été retrouvée, M. Andréani constate que l'homme de presse est bien président du conseil d'administration du *Petit Provençal* (*La Presse...*, page 675, note 334).

46. Leur indépendance est clairement affirmée : « *Nous ne sommes, tout le monde le sait, les porte-paroles d'aucun candidat, ou les serviteurs d'aucun homme politique, pour si éminent qu'il soit. Nous jouissons de l'indépendance la plus complète et nous ne faisons pas de la politique à surprises. Notre radicalisme n'est pas un moyen de réclame, parce qu'il ne date pas d'hier...* » (A. D. Hérault, Sociétés (1876-1881) : constitution de la « Société Anonyme du Petit Méridional et autres publications » en date du 14 décembre 1881, titre XII, article 71).

47. Les renseignements qui nous ont permis de composer ce chapitre sont issus de l'Institut d'Études et de Recherches Maçonniques de Paris, ainsi que du Grand Orient de France, que nous remercions vivement pour l'aide apportée à notre recherche.

48. *Louis Lafferre* : Homme politique, né à Pau (Pyrénées Atlantiques), le 10 mai 1861, mort à Paris le 28 février 1929. Il fut député radical-socialiste de Béziers en 1898, conseiller général de l'Hérault (canton de Béziers) de 1910 à 1919, président du conseil général de l'Hérault en 1919, sénateur de 1920 à 1924, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de 1910 à 1911 et de l'Instruction publique et des Beaux-arts de 1917 à 1920. Il fut aussi administrateur du *Petit Méridional* (du 5 septembre 1924 jusqu'au 28 février 1929, date de sa mort). Il fut initié en janvier 1889 à la loge « L'Indépendante » de Narbonne. Il fut élu membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France en 1898-1901, puis en 1902-1905 et en 1906-1909. Vice-président en 1902, il devint président en 1903-1905, puis en 1907-1909.

49. Cité par Pierre Chevalier dans *Histoire de la franc-maçonnerie Française*, tome III, page 81.

50. Remarquons deux choses importantes : tout d'abord que Louis Charles Henri Fresne, qui fut préfet de l'Hérault entre janvier 1880 et février-mars 1882 était franc-maçon (« Loges maçonniques et anticléricalisme dans l'Hérault, de 1850 à 1881 », par Gérard Cholvy, page 276). Ensuite que, en mars 1879, « *se crée à Béziers et à Montpellier l'œuvre des "Fourneaux démocratiques", subventionnés par le parti républicain mais gérer par les loges. C'est la réplique aux "Fourneaux économiques" de la société Saint-Vincent-de-Paul* » (idem, page 276).

51. A. D. Hérault, DOC 1600, collection des *Annuaires du Département* (lacunes de 1895 à 1902, de 1904 à 1905 et en 1911) et source autorisée.

52. Gariel a été franc-maçon du Grand Orient de France de 1880 à 1913 : Apprenti en 1880, puis compagnon en 1884, il devient maître dix ans plus tard. Fondateur en 1899, puis vénérable de la loge montpelliéraine « Égalité-Travail » (1902, 1905, 1906, 1911). Membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France de 1898 à 1910. Atelier supérieur : chapitre « Les Vrais Amis Réunis, vallée d'Avignon ». Grade maçonnique : 18e degré (en 1902). A noter qu'à ses débuts dans la franc-maçonnerie, il appartenait à la loge « Les Vrais Fidèles », qui était installée depuis le 20 novembre 1875, au n° 6 du Clos René (A. D. Hérault 3 Q 7/30, f 198 v, acte n° 3).

53. Notons au passage, que Jules Gariel était devenu « par procuration » administrateur de la « Société Anonyme du Petit Méridional et autres publications », depuis le 6 juin 1882 (A. D. Hérault 3 Q 2/80, f 16).

54. *Le Petit Méridional* a-t-il joué un rôle prépondérant dans cette « Affaire des Fiches » ? Certains articles de presse le laissent entendre : le général Louis Joseph Nicolas André (1838-1913), ministre de la Guerre dans le gouvernement d'Émile Combes, initia plusieurs milliers d'enquêtes, entre 1901 et 1904, sur les officiers de l'Armée française, afin de savoir s'ils étaient républicains et proches de la franc-maçonnerie ou catholiques royalistes. Suivant l'un ou l'autre des cas, le nom des officiers était porté soit dans le fichier « Carthage », soit dans le fichier « Corinthe ». Le fait d'avoir son nom dans l'un ou l'autre de ces deux fichiers pouvait s'avérer déterminant pour le déroulement normal de la carrière d'un officier. A l'opposé, et dans d'autres circonstances, le gouvernement de Vichy fera paraître dans le Journal Officiel, entre 1941 et 1942, le nom de dignitaires et membres des loges maçonniques, et interdira aux fonctionnaires de l'État d'appartenir à la franc-maçonnerie.

55. *Hyppolite Philippe Hyacinthe Pierre Paul Poggioli* : journaliste, puis directeur adjoint du *Petit Méridional*, né le 28 juin 1859 à Bastia (Corse), mort le 22 juillet 1929 à Palavas-les-Flots. Fils de Jean-Auguste Poggioli et de Rosalie Cecconi. Franc-maçon du Grand Orient de France, inscrit à la loge de Montpellier (« Égalité-Travail »).

56. *Léon Félix Dupré* : publiciste, né en 1855, mort en 1935. Correspondant à Béziers du *Petit Méridional*. Franc-maçon du Grand Orient de France dès 1878, il fit partie de l'Action Sociale (Béziers), de l'Avenir Social (Saint-Pons) et des Vrais Amis Réunis (Bédarieux). Élu sept fois vice-président du Conseil de L'Ordre du GODF entre 1922 et 1932.

57. *Michel Marie Guillaume Dervieux* : homme politique, né à Gray (Haute-Saône), le 10 décembre 1846, mort à Montpellier en 1930. Il fut sous-officier du 57e régiment de marche présent au siège de Belfort (août 1870 – mars 1871). Blessé au combat le 2 novembre 1870, il fut proposé pour la médaille militaire et le grade d'officier. Il devint lieutenant au 121e régiment territorial d'Infanterie en 1875. Il a été conseiller municipal et 1er adjoint au maire de Montpellier en 1883 ; administrateur du *Petit Méridional* et président du conseil d'administration du journal à la mort d'Antoine Sereno, en 1902. Il fut nommé commandeur du Mérite agricole en 1907. Il était franc-maçon du Grand Orient de France, faisant partie de la loge montpelliéraine « Les Vrais Fidèles » depuis 1881 (et ce jusqu'en 1926. Il cofondera la loge « Égalité-Travail », avec Gariel, en 1899.

58. *Augustin Étienne Marie Blaquière* : colonel d'artillerie et directeur de journal, trésorier payeur général est né à Montpellier, le 11 mai 1872, mort à Nice (Alpes-Maritimes), le 21 septembre 1943. Il était fils d'Auguste Blaquière et de Catherine Laporte. Lieutenant en 1893, il est rattaché au groupe de l'Indochine et de l'Océanie l'année suivante. Il fit les campagnes militaires en Indochine (1894-1910), où il occupa de hautes fonctions. Major du 3e régiment d'Artillerie coloniale à Toulon de 1911 à 1913. Actionnaire puis directeur et administrateur-délégué du quotidien républicain radical-socialiste Le *Petit Méridional* à Montpellier (1913-1926), il deviendra président du « Syndicat des Quotidiens Régionaux » de 1919 à 1925 ; coadministrateur de la Société pour l'approvisionnement en papier de la presse et vice-président du « Groupement des Intérêts économiques de la presse française » en 1921 ; secrétaire général de la « Commission exécutive des Journaux Français » à partir de 1924. Il s'intéressera aussi à la politique puisqu'il deviendra président de la fédération radicale et radicale-socialiste du département de l'Hérault de 1922 à 1925. Il obtint de nombreuses décorations, principalement pour son activité militaire : croix de guerre 1914-1918 avec étoile ; commandeur de l'Ordre royal du Cambodge (1916) ; commandeur du Nichan Iftikhar (1919) ; commandeur de l'Ordre de l'Étoile noire (1922) ; commandeur de la Légion d'honneur (1924). Il fut franc-maçon du Grand Orient de France de 1901 à 1938 : Initié en la Fraternité tonkinoise (1901) ; compagnon et orateur-adjoint (1902) ; maître (1903) ; 2e surveillant (1904). Il appartint successivement à la Fraternité toulonnaise puis à l'Égalité-Travail de Montpellier. Grade maçonnique : 18e degré. Pour finir, nous soulignerons que le frère d'Augustin, Victor Blaquière (1891-1951) fut chroniqueur au *Petit Méridional* de 1921 à 1924.

59. Luc Requier « Le Colonel Augustin Blaquière. De l'Indochine au *Petit Méridional*, Montpellier, Saigon, Nice (1872-1943) », Mémoires Méridionales n° 1, 1994.

60. « La Petite Chapelle » est le surnom donné aux radicaux francs-maçons et à leurs sympathisants, représentant officiels du parti radical et radical socialiste dans ce département à partir de 1904-1905, par le parti radical socialiste indépendant, issu d'une scission avec les précédents, et repris par la droite et par les socialistes (voir à ce propos l'article de Jean Sagnes « Les radicaux de Montpellier », dans *Annales du Midi*, tome 91, n° 141, janvier-mars 1979).

61. Robert Laurent, dans *Droite et gauche en Languedoc, mythe et réalité* (publié dans *Droite et gauche en Languedoc-Roussillon, de 1789 à nos jours*, éditions du C.N.R.S., Montpellier, 1987) explique ce changement de tendance par l'histoire du vin : la révolution industrielle, en développant le chemin de fer, met les centres d'exploitation de vin à portée des agriculteurs, qui se lancent alors dans la monoculture de la vigne, plus rentable. Cette période coïncide avec l'essor de la petite propriété d'une part, et de la grosse exploitation d'autre part. Les petits propriétaires se tournent en majorité vers la gauche non collectiviste, c'est-à-dire le parti radical, qui fait de la défense des classes moyennes son cheval de bataille.

62. *Laurent Alexandre Laissac* : propriétaire, homme politique, né le 17 novembre 1834 à Olargues. Fils de Laurent Laissac, boulanger d'Olargues, et de Rose Sophie Berbié (A. D. Hérault 3 E 195/12, n° 34). Il fut successivement conseiller d'Arrondissement de 1871 à 1895, Conseiller municipal de Montpellier de 1871 à 1900, président de l'assemblée du conseil d'Arrondissement de 1877 à 1895, conseiller général du canton d'Olargues et président du Conseil général de l'Hérault de 1895 à 1913. Il fut nommé maire de Montpellier de 1878 à 1897. Marié avant 1877 avec Joséphine Olympe Denise Laissac (A. D. Hérault 3 E 177/431, n° 1 248). Il habitait en 1880 au n° 7, boulevard de l'Observatoire (A. D. Hérault Annuaire de l'Hérault 1880, DOC 1600/61).

63. Si l'on nous permet cette petite digression, nous remarquerons que même dans le courant du XXe siècle, le *Petit Méridional* n'aura de cesse de se battre pour les idées radicales dans la région languedocienne, sous la direction de ses deux derniers directeurs, Cristini et Soustelle.

Roger Adolphe Cristini : journaliste, directeur de journal, né à La Trinité-Victor (Alpes-Maritimes), le 13 mars 1876, mort à Nice, le 31 janvier 1930. Tout d'abord rédacteur du *Petit Provençal* de 1889 à 1903, puis secrétaire général de 1903 à 1917, il deviendra en 1918, chef de service aux Messageries Hachette. Secrétaire du « Syndicat des Quotidiens Régionaux » de 1919 à 1925, puis du « Groupement pour les Intérêts économiques de la Presse française » et de la « Commission exécutive des Journaux français », ce n'est qu'en 1921, qu'il entre au *Petit Méridional*, comme chef des services parisiens. Il deviendra directeur général du journal, après le départ du colonel Blaquière, en 1925, et ce jusqu'en 1930. Officier de la Légion d'honneur.

Georges Fortuné Soustelle : homme de presse, né à Salinelles (Gard), le 10 juillet 1872, mort à Bourg-en-Bresse (Ain), le 12 janvier 1960. Fils de Joseph Augustin Soustelle et de Françoise Martin. Il débute sa carrière de journaliste au « Lyon Républicain » avec Jean-Pierre Worms (administrateur-gérant de la « France Libre » et trésorier du Syndicat des Journalistes français à la Libération). Dans les années trente, après que Pierre Laval ait racheté la majeure partie des actions du *Lyon Républicain*, Georges Soustelle quitte Lyon pour Montpellier où il prend la direction du *Petit Méridional* à la suite de Roger Cristini qui vient de mourir. Georges Soustelle est administrateur du *Petit Méridional* de 1931 à 1940 et directeur général du journal de 1940 à 1944. Il est également président, dès 1937 du « Syndicat des Quotidiens Régionaux » et de la « Fédération nationale des Journaux français ». Il fut commissaire aux comptes de la « Caisse générale des retraités de la Presse française ». Officier de la Légion d'honneur en 1922, Commandeur en janvier 1933. Il s'était marié avec Jeanne Girard, à Cluny (Seine-et-Oise), le 16 mai 1900.

64. Environ 2 600 000 francs actuels.

65. Voir le tableau des actions.

66. *Victor Faliès* : artiste peintre, né le 13/1/1849, à Montpellier. Fils de Louis Faliès. Il est membre du « Cercle Maguelone » en 1868, de la « Société Artistique de l'Hérault », en 1873, et de la « Société des Beaux Arts de Montpellier », en 1895 (A. D. Hérault 58 M 51, associations culturelles, sportives...). En 1880, il est dit « rentier », et habite au n° 2 place de la Préfecture (A. D. Hérault Annuaire de l'Hérault 1880, DOC 1 600/61).

67. *Élisée Léon Déandreis* : banquier et homme politique, né le 21 juin 1838 à Montpellier, mort le 29 janvier 1911 à Paris. Fils de Jean Baptiste Jérôme Déandréis, négociant, et de Louise Pauline Angélique Augustine Sportono, de Montpellier. Il fonda en 1867, un journal libéral, La *Liberté de l'Hérault*, fut vice-président civil du camp de Montpellier en 1870-1871 et devint membre de la Chambre de Commerce, Conseiller municipal de Montpellier de 1871 à 1879, élu conseiller général en 1885, puis député de l'Hérault de 1885 à 1893 et enfin sénateur de 1895 à 1906. Nommé membre du comité consultatif des chemins de fer l'année suivante. Il était membre du Conseil académique, du Conseil supérieur des Beaux-arts et de la Société des langues romanes. Il a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire des provinces méridionales de la France, de l'Italie et de l'Espagne, ainsi que des travaux sur les Beaux-arts, l'assistance publique et les questions fiscales intéressant la viticulture méridionale. En 1879, il habitait au n° 8, rue Saint-Roch (A. D. Hérault Annuaire de l'Hérault 1879, DOC 1 600/60).

68. *Pierre Auguste Maurin :* avoué depuis 1863, à la Chambre de discipline. Lors de la parution du premier numéro du *Petit Méridional*,

une annonce d'adjudication est publié, en page 4, dans laquelle est mentionnée son étude. En 1880, il habitait au n° 3, boulevard Saint-Guilhem (A.D.H. Annuaire de l'Hérault 1880, DOC 1 600/61).

69. *Pierre Michel Vernière* : homme politique, né le 11 octobre 1847 à Montpellier, mort le 23 octobre 1918, fils de Pierre Maurice Vernière, fabricant de produits chimiques, et de Marie Elisabeth Antoinette Spotorno (A.D.H. 3 E 177/103 bis). Administrateur de la Caisse d'Épargne de Montpellier depuis 1876 et de la Banque de France à partir de 1896. Il est associé à la création du journal montpelliérain le *Progrès Républicain du Midi* le 19 novembre 1879 (A. D. Hérault 3 Q 2/79, f° 14). Il fut plusieurs fois conseiller municipal : de 1874 à 1884, de 1897 à 1904 et de 1908 à 1912. Il fut élu successivement député de l'Hérault de 1882 à 1893 (élu à Béziers), conseiller général du canton d'Aniane, de 1895 à 1918, Maire de Montpellier de 1897 à 1901, et Président du Conseil général de l'Hérault de 1913 à sa mort. Franc-maçon du Grand Orient de France. Chevalier de la Légion d'honneur le 25 février 1900. En 1880, Michel Vernière habitait au n° 9, boulevard Blanquerie (A.D.H. Annuaire de l'Hérault 1880, DOC 1 600/61).

70. A. D. Hérault, Sociétés (1876-1881) : dossier de la « Société Anonyme du Petit Méridional et autres publications ».

71. *Isidore Girard* : adjoint au maire de Montpellier (1877-1880).

72. *Émile Anterrieu* : propriétaire. En 1880, il habitait au n° 7, rue Boussairolles et été conseiller municipal (A. D. Hérault Annuaire de l'Hérault 1880, DOC 1 600/61). Il serait membre du Conseil général en 1883, si l'on en croit la profession qui est indiqué, dans la liste des membres, de l'association de musique, chant et littérature, le « Grand Cercle International » (A. D. Hérault 58 M 52, associations culturelles, sportives...). A noter, au passage, que sa signature s'accompagne de « ∴ », ce qui pourrait laisser à penser qu'il est franc-maçon. Mais en l'absence de preuves concrètes, nous nous abstiendrons d'émettre quelque hypothèse que ce soit.

73. *Jules Béchet* : journaliste. En 1880, il est rédacteur au Petit Méridional et habite rue du Général Lafont, maison Sylvestre (A. D. Hérault *Annuaire de l'Hérault* 1880, DOC 1 600/61).

74. *Louis Faliès* : papetier, né en 1819, à Montpellier. Il est secrétaire fondateur de la « Société de l'Athénée » en 1857, secrétaire de la « Société du Cercle », en 1853, et membre de « L'Association Languedocienne » en 1892 (A. D. Hérault 58 M 51 et 54, associations culturelles, sportives...). Il habitait depuis 1854 au n° 2 place de la Préfecture, à la même adresse que son fils Victor (A. D. Hérault 3 P 1655, cadastre de Montpellier, page 787, n° 1 475).

75. Alexandre Laissac, maire de Montpellier, s'est montré très généreux avec la mère de Sereno, en 1882, puisqu'il passe bail pour un appartement au n° 9 du boulevard de l'Observatoire à Montpellier (A. D. Hérault 3 Q 7/33, f° 127) au loyer annuel de 1 500 francs, qu'il sous-loue à Anne Monico 1 200 francs, à partir du premier février 1882, donc 300 francs (soit environ 6 000 francs actuels) de moins par an (A. D. Hérault 3 Q 7/33, f° 131 v) !

Remerciements

Plusieurs personnes et organismes nous ont permis de mener à bien notre recherche, qu'ils en soient à nouveau vivement remerciés : M. Michel Belorgeot, conseiller régional, maire-adjoint de Montpellier (†) ; M. Louis Calmels, conseiller général de Montpellier-IV, conseiller municipal de Montpellier ; Mme Colette Favard-Séréno ; M. Pierre Durupt ; Mme Hélène Camou, bibliothécaire à l'Institut d'études et de recherches maçonniques de Paris ; le Grand Orient de France à Montpellier et à Paris ; Mme Élisabeth Rabut, conservateur général chargé du Centre des Archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence ; Mme Madeleine Guyot et M. Gilbert Fouilhé, documentalistes aux Services d'Archives de l'Hérault, les Services d'Archives de la Préfecture de Police de Paris, du département de Paris, des Alpes-Maritimes et des Boûches-du-Rhône ; Mme Danièle Roberge, conservateur du Fonds ancien de la Bibliothèque interuniversitaire de Médecine de Paris ; M. René Degré, membre du Cercle Généalogique des PTT des Boûches-du-Rhône.

Année de parution : 1996

AU SOMMAIRE DU VOLUME 1995-1996 n° 26-27

HISTOIRE ANCIENNE ET MÉDIÉVALE :

Danièle ROMAN, Les deux visages de la conquête de la Gaule transalpine ;

Michel DHENIN, Christian LANDES, Le trésor de Roujan (VIe siècle) ;

Marc BOMPAIRE, Le monnayage des évêques de Lodève (Hérault) au nom de Saint Fulcran ;

Leslie BUSSIS TAIT, Histoire du monastère de Saint-Pons-de-Thomières (Hérault). Sources documentaires (936-1874) ;

Philippe TRONCIN, Apport de l'archéologie et histoire de l'église romane à Saint-Martin-de-Londres (Hérault) ;

Thierry RIBALDONE, Le château de la Roquette à Valflaunès (Hérault), histoire et architecture ;

Michel LHERMET, Daniel ROUQUETTE, Une vervelle de la famille de Thézan découverte à Marseillan (Hérault) ;

Donatella NEBBIAI-DALLA GUARDIA, La bibliothèque de l'abbaye de Saint-Guilhem-le-Désert. Répertoire des sources ;

Daniel KLETKE, Le cloître de Saint-Guilhem-le-Désert au musée des Cloîtres de New-York.

HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE :

Roland GALTIER, Jean-Claude TOUREILLE, Barthélémi Esbrayat, organiste et marchand de Béziers au XVIe siècle ;

Hubert BOST, « Tous exilés et sortis de la France à cause de persécution ». Montpelliérains réfugiés en Allemagne à la Révocation de l'Édit de Nantes (1685) ;

Marie-Hélène GROS, Les corps de métiers et l'organisation des activités économiques dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle : panorama languedocien et situation piscénoise ;

Charline ROUZET, Les francs-maçons à l'Orient de Montpellier (1750-1820) ;

Jean-Pierre DONNADIEU, Découverte du cahier de doléances de Loupian ? ;

Louis SECONDY, Un collège universitaire dans la lignée de son passé : Pézenas (1811-1863) ;

Geneviève GAVIGNAUD-FONTAINE, Les grands propriétaires et leurs exploitations dans l'Hérault aux XIXe et XXe siècles (Contributions pour une histoire en chantier) ;

Catherine NOUGARET, Le temps des innovateurs : Ferdinand Bouisset à Montagnac ;

Véronique LUSINCHI, Les adaptations post-phylloxériques d'une grande propriété : le château de Nézignan-l'Évêque ;

Hélène CLAVREUIL, Le pari de l'adaptation contemporaine : le château de Flaugergues aux portes de Montpellier ;

Luc REQUIER, David SAUVADE, Jean-Claude TOUREILLE, L'énigmatique fondation du quotidien républicain « *Le Petit Méridional* ».

SOCIÉTÉ, TECHNIQUES, ETHNOLOGIE :

Luc BAZIN, Les hommes de la passée. Sur les traces des chasseurs du Languedoc :

Zoé VALAT, La pierre fine des Vierges : Approche ethnographique de l'évolution socio-économique de l'exploitation de la pierre de Castries

LANGUES ET LITTÉRATURE RÉGIONALE, TOPONYMIE :

André SOUTOU, de Montpellier au Larzac en 1559 avec Thomas Platter par la vallée du Lagamas ;

André SOUTOU, l'hôpital de Val Boissière au XIIIe siècle sur un chemin de Saint-Jacques menant à Saint-Guilhem-le-Désert (commune de Brissac, Hérault) ;

Pierre TRINQUIER, Au jeu des comparaisons : plantes, hommes et animaux.

CHRONIQUES :

Jean NOUGARET, Archéologie médiévale, histoire de l'Art (Bibliographie) ;

Henri MICHEL, Histoire moderne ;

Elie PELAQUIER, Familles et communautés en Languedoc rhodanien. Saint-Victor-la-Coste (1661-1799).

NOTES, INFORMATIONS :

Jean-Claude RICHARD,

- Autour de l'an mil ;
- Ethnosud ;
- Problèmes islamiques ;
- Les noms de lieux de l'Hérault ;
- Société archéologique de Béziers ;
- Musée Fabre de Montpellier, expositions et publications ;
- Les Bénédictins et la Belgique ;
- Bulletin historique de la ville de Montpellier ;
- L'occitan est-il encore parlé ? ;
- Fabre d'Olivet (1767-1825) oublié et méconnu ? ;
- Les députés de l'Hérault ;
- Résistances et Libération ;
- Le sou d'or d'Uzès ;
- Musée de Lattes en dynamique ;
- Dernières nouveautés.

Dominique CARDON,

- Les fils de soie d'une bulle du pape Alexandre III (1159-1181).

Martine SAINTE-MARIE,

- Chartes carolingiennes d'Aniane et de Gellone.

Hélène PALOUZIÉ,

- Orfèvrerie de Montpellier et du Languedoc. Généralité de Montpellier XVIIe et XVIIIe siècles.

Jacques FRAYSSENGE,

- Compoix et inventaire de titres à Saint-Guilhem-le-Désert.

http://www.etudesheraultaises.fr/